

## Analyse de la gestion de la crise sanitaire : Vers une nouvelle inquisition



[Source et auteur : Martine Wonner]

*« Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire »*

*Phrase prêtée à Voltaire.*

Pourtant, la crise sanitaire semble bien avoir éteint une flamme au Pays des lumières. Depuis plusieurs mois, en tant que parlementaire, en tant que médecin, en tant que citoyenne, je suis constamment attaquée selon des procédés particulièrement inquiétants.

Articles de presse aux titres calomnieux, accusations infondées, informations tronquées, lorsqu'elles ne sont pas simplement totalement erronées : certaines officines ont, depuis le début de cette crise, escamoté aux citoyens le droit le plus élémentaire d'être correctement informés.

Les conséquences de la gestion de la crise sanitaire sont pourtant réelles : de la lassitude à la colère ; alors que je constate avec stupeur le refus itératif de mes collègues de venir débattre avec leurs administrés, je vois une gronde se soulever sur les territoires, Je sais que bon nombre de mes collègues partage avec moi le constat des dérives actuelles du pouvoir omnipotent et souhaite ce dialogue.

Force est de constater que si ce débat est aujourd'hui impossible, ce n'est pas par crainte du débat lui-même, mais par peur des « décodages » de la presse. Soutenir que des molécules peuvent permettre d'améliorer l'immunité et donc diminuer le taux de létalité face à la Covid-19, entraîne la sanction directe d'un article vous dépeignant avec des qualificatifs injurieux inadmissibles. Soutenir que nous glissons vers un État portant les traits

caractéristiques de l'autoritarisme, induit la sanction directe d'un article vous dépeignant sous les traits d'une personne ayant embrassé les théories d'extrême droite, etc...

Mon combat en tant que parlementaire a été constant depuis le début de mon mandat : protéger les droits humains, les personnes vulnérables, les « exclus », toujours dans un esprit de justice sociale sur le socle d'une économie forte.

Protection des minorités, protection des migrants, lutte contre toutes formes de racismes et de discriminations, lutte contre la destruction de l'environnement, droit des femmes, ouverture à la PMA pour toutes, droit à l'IVG. Certains peuvent me reprocher ces prises de position, elles sont miennes, reflet de mes valeurs et de mes convictions. Je les assume.

En tant qu'élue de la Nation, j'assiste depuis le mois de mars 2020 à l'affaiblissement total de la démocratie parlementaire ; les médias jouent un rôle déterminant, n'hésitant pas, en tant que 4e pouvoir, à prendre position en faveur d'un exécutif disposant déjà de quasiment tous les pouvoirs. Le projet de loi « organisant la sortie de crise sanitaire », inscrit la semaine prochaine en séance publique à l'Assemblée nationale, est à ce titre illustratif de la volonté du Gouvernement de faire perdurer l'état d'urgence sanitaire et les restrictions que nous connaissons depuis maintenant plus de 13 mois.

Une nouvelle chasse aux sorcières, organisée par autant de nouveaux procureurs autodésignés, semble avoir débuté : fichage en ligne, délation, complicité et duperie avec le pouvoir, voilà le lot quotidien d'une nouvelle presse de non-information.

Je nourris l'espoir d'un sursaut citoyen, capable de pouvoir faire naître un esprit critique face à ces pratiques moyenâgeuses. Je nourris l'espoir d'une presse plurielle, d'une presse d'investigation, d'une presse indépendante.

**« Liberté de la presse et séparation des pouvoirs » pourrait être la nouvelle devise des français. L'enjeu n'est ni plus ni moins celui de la sauvegarde de notre démocratie.**